

Pfaffenthal - un an après

Le dimanche 30 mai 1976 le Luxembourg a subi la plus grande catastrophe depuis la dernière guerre mondiale (dixit Colette Flesch).

Avec une année de recul on ne peut pas ne pas se poser (ou se re-poser) quelques questions.

Qu'advierait-il si une catastrophe plus grande se produisait? Nos contacts avec les sinistrés nous ont permis de voir que les autorités n'avaient aucun plan pour parer à de telles catastrophes. Ce manque d'organisation s'est particulièrement fait ressentir au plan humain: les sinistrés étaient condamnés à attendre aussi bien la désorganisation que l'absence de toute coordination, de sorte que nombreux ont été ceux qui ont passé encore une deuxième nuit à la belle étoile.

Une conclusion a-t-elle été tirée? Existe-t-il maintenant un plan d'organisation de secours? Si oui, pourquoi nos hommes (et femmes) politiques, généralement oh combien versés en effets publicitaires, nous l'auraient-ils caché? La centrale d'intervention de la Protection Civile de Senningen ne serait-elle pas compétente en la matière?

Dans un mouvement de solidarité la population luxembourgeoise et étrangère avait ramassé quelque 2 millions dans le fameux fonds de secours 50 000. Ce fonds, géré par des responsables politiques (le bourgmestre et le ministre de la famille), a été distribué selon des critères restés secrets. Des doutes naissent facilement à cause de cette non-publicité. Pourquoi la dernière partie du fonds a-t-elle été seulement distribuée en mars 1977, neuf mois après la catastrophe?

A ce qu'il paraît le juge d'instruction n'a pas encore clos son enquête. Le(s) procès pour établir les responsabilités de la catastrophe et fixer les indemnités ne sont donc pas encore en vue! L'idée de faire indemniser tous les dégâts par fonds



publics et que l'Etat se bagarre avec les assurances pour récupérer son argent avait été écartée d'office. Attendez ... Messieurs les sinistrés. Les assurances avaient laissé entendre qu'un fonds commun d'assureurs pourrait indemniser les dommages en attendant l'issue des procès. Mais ces perspectives ont été abandonnées, et un représentant des assureurs a cru devoir juger la fête de solidarité au Pfaffenthal d'un goût macabre plutôt que de prendre ses responsabilités et de s'engager pour pareille solution sociale. Les assureurs ont montré leur face: à l'issue des procès ce seront eux les gagnants, et si ce n'est qu'à travers la dévaluation monétaire. Permettez-nous de juger cette possibilité de faire des bénéfices sur le dos des sinistrés de bien plus macabre.

Du point de vue des responsabilités et des indemnisations on est donc aujourd'hui au même point... que trois secondes après l'explosion.

L'explosion a-t-elle été le détonateur pour une politique d'assainissement et de rénovation? Depuis la catastrophe "on" a beaucoup parlé, des questions ont été posées au conseil communal, des indiscrétions ont filtré sur certains projets, mais rien de bien précis ne semble encore exister. Tandis qu'"on" parlait, les "sauveurs de la ville" ont agi. La société "Vieux Luxembourg" a racheté des bâtisses et commence à prendre le départ pour être bien placée dans la course à la spéculation et influencer une (éventuelle) politique de rénovation dans son esprit à elle (rénovation luxueuse, petites boutiques, artisanat, le tout demandant la mise à l'écart de la population actuelle - cf. "forum", No.13/77).

La catastrophe a donc plutôt servi les spéculateurs et n'a nullement augmenté l'espoir des habitants de pouvoir habiter dans un quartier rénové.

La catastrophe avait l'avantage de révéler au grand jour les relations entre la population politiquement non intéressante et les autorités et administrations. C'est surtout au niveau de l'assistance et des contacts entre fonctionnaires et sinistrés que s'est vérifié le fait que les assistants ne pouvaient ou ne voulaient pas libérer les sinistrés de leur position d'assistés. Au contraire ils le leur ont fait ressentir presque constamment. Peuvent-ils le vouloir?

Serge